

Un mythe politico-administratif, Girondins versus Jacobins

- 24 févr. 2017
- Par [Jean-clément MARTIN](#)
- Blog : [Le blog de Jean-clément MARTIN](#)

Parmi les querelles franco-françaises qui structurent notre pays, l'une des plus récurrentes tourne autour du rapport que la « province » entretient avec Paris ou, si on le dit autrement, à propos de l'opposition entre centralisation étatique et autonomie régionale. Le détour par la Révolution française, moment de cristallisation de nos passions, s'impose.

<https://blogs.mediapart.fr/jean-clement-martin/blog/240217/un-mythe-politico-administratif-girondins-versus-jacobins-0>

Un mythe politico-administratif, Girondins versus Jacobins ou Paris contre les provinces ?

La campagne présidentielle vient de ranimer le fantôme des Girondins et de la décentralisation !

Parmi les querelles franco-françaises qui structurent notre pays, l'une des plus récurrentes tourne autour du rapport que la « province » entretient avec Paris ou, si on le dit autrement, à propos de l'opposition entre centralisation étatique et autonomie régionale. Car si personne – ou presque – ne se revendique plus « centralisateur » par peur de passer pour un « jacobin » archaïque, vaguement robespierriste, nul n'ose afficher des prétentions trop « décentralisatrices » pour éviter l'accusation de ruiner l'unité républicaine et passer pour un « girondin », voire un contre-révolutionnaire masqué.

Comment comprendre que dans un dédoublement proprement schizophrénique nous continuions à nous partager entre la dénonciation de l'hydre étatique et le rejet de l'éclatement provincial ?

Dans l'imaginaire que nous prenons pour notre culture nationale, le couple « jacobins - montagnards » / « girondins », ou « centralisateurs »/ « fédéralistes », est l'une des buttes témoins laissées par 1793. Depuis la Révolution française, le centralisme parisien est en effet identifié aux Montagnards confondus avec les Jacobins, notamment avec Robespierre, considéré comme leur meilleure incarnation, défenseur intransigeant de la République une et indivisible.

Autour d'eux et de la capitale, tout entière engagée dans la défense nationale, auraient rôdé Girondins et autres fédéralistes, rêvant de fractionner l'unité du pays en fédérations provinciales, quand ce ne serait pas en régions autonomes inspirées de l'Allemagne ou de l'Espagne. La trahison girondine aurait été aggravée par des liens plus ou moins affichés avec les royalistes, dont le meilleur exemple aurait été Charlotte Corday qui tua Marat la veille du 14 juillet 1793.

La force unificatrice de la France de l'an II, confondue avec celle des armées combattant aux frontières, aurait donc eu à affronter également les forces contre-révolutionnaires et destructrices de l'unité.

La dichotomie a l'avantage de la simplicité, mais l'inconvénient d'être une légende. Rappelons d'abord que Montagnards et Girondins furent deux composantes du club des Jacobins jusqu'à la fin 1792, quand les Girondins le quittèrent. A ce moment-là, ces derniers étaient au pouvoir, conduisant la guerre contre l'Autriche et la Prusse, pour laquelle ils mobilisaient toutes les énergies, ne supportant même pas que des municipalités puissent discuter les ordres de l'Assemblée. En parfaits centralisateurs, ils luttèrent contre toutes les déviations possibles sur leur droite comme sur leur gauche.

En cela ils continuaient la politique centralisatrice, administrative et unificatrice menée depuis Paris (ou Versailles) par la monarchie dès Louis XIV, orientation que la Révolution, en 1792, plus qu'en 1789, reprit à son compte – comme Tocqueville le vit bien, plus tard.

Ajoutons enfin que ces Girondins perdirent le pouvoir en mai 1793 parce qu'ils ne purent pas envoyer à l'échafaud les chefs sans-culottes, dont Marat. Ce furent eux qui y montèrent, obtenant le statut de victimes et faisant oublier qu'ils auraient pu entrer dans l'Histoire en tant que bourreaux.

À vrai dire, les « Girondins » n'ont jamais existé. Le mot « Girondins » rassemble en effet ceux qui, en 1792-1793, se qualifiaient éventuellement de Brissotins, de Rolandins ou de Buzotins et qui auraient été étonnés, alors qu'ils rivalisaient entre eux, qu'on puisse leur trouver une ligne commune, indulgente pour les ennemis de la Révolution et critique vis-à-vis de la prééminence de l'Assemblée nationale. « Girondin » est un mot inventé en 1847 par Lamartine, poète républicain modéré et historien occasionnel qui, pour faire carrière contre le roi Louis-Philippe 1^{er}, écrivit une *Histoire des Girondins* avec laquelle il obtint un grand succès de librairie. Sous ce titre, il défendait une position républicaine, attachée au drapeau tricolore et hostile au drapeau rouge, récusant donc la révolution sociale et Robespierre.

En identifiant un groupe disparate à l'un de ses membres, Vergniaud, avocat à Bordeaux, Lamartine oppose une France provinciale et négociante à la Montagne, considérée comme typiquement parisienne. Si bien que les Girondins sont assimilés à un lobby proche de négociants cosmopolites mais soucieux de l'autonomie locale, contre les Montagnards aussi spartiates que centralisateurs. Les premiers sont donnés pour être partisans de la Révolution douce, ayant par exemple voté pour l'emprisonnement de Louis XVI alors que les seconds recourent à la violence et se prononcent pour la mort du roi. Reconnaissons que Lamartine réussit à faire passer cette vision personnelle comme réalité historique.

Disons pourtant que ni les origines des députés, ni l'analyse de leurs votes en janvier 1793, ne confirment une distinction claire. Plus que deux groupes antagonistes, il y eut deux pôles cherchant à convaincre la majorité des députés de la justesse de leurs lignes. Au fil des conflits, les rattachements des députés à l'un ou l'autre orientation finirent pas constituer des nébuleuses, consacrées parfois par des exclusions voire des condamnations à mort. Ainsi ce fut le plus souvent à titre posthume que les identifications entrèrent dans l'histoire.

C'est ainsi que le groupe girondin – gardons le mot puisque nous ne pourrions pas faire oublier l'invention de Lamartine – s'il n'eut pas de ligne unique, ne sut pas maîtriser le procès du roi et finit par être accusé de modérantisme voire de trahison par Robespierre. Si tous, Girondins et Montagnards, furent partisans du libéralisme économique et tous hostiles à un dirigisme d'État, les seconds nouèrent cependant une alliance tactique avec les sans-culottes. Ce mot, lui aussi indéfini, recouvre en effet un rassemblement hétéroclite mais bien réel de militants urbains, armés, décidés à tout faire pour donner la victoire à une révolution plus ou moins égalisatrice, au moins communautaire.

Sans eux et la force armée dont ils disposent, la guerre, aux frontières et en Vendée, est perdue. Or les sans-culottes veulent que l'État exerce un contrôle économique tatillon sur les prix et les salaires, et ils entendent bien profiter de leur poids militaire pour mettre la main sur le ministère de la Guerre. Les Montagnards sauront s'allier avec eux, avant de s'en débarrasser une fois les victoires acquises.

En mai-juin 1793, les Girondins perdent le pouvoir, chassés par un coup d'état réalisé par les sans-culottes avec l'appui des Montagnards. Près d'une centaine de députés girondins sont emprisonnés, une vingtaine d'entre eux exécutée en octobre ; les autres réintégreront la Convention fin 1794 après la mort de Robespierre.

La division interne aux Jacobins trouve ici son explication ; reste à comprendre l'accusation de fédéralisme.

Quelques-uns de ces Girondins battus sont partis qui à Bordeaux, qui à Caen, où des mouvements d'opposition au Paris des sans-culottes se développent. Au même moment, à Lyon, à Marseille ou à Toulon, dans des conditions très complexes, des révoltes anti sans-culottes naissent également, amalgamant des royalistes heureux de jeter de l'huile sur le feu.

Dans l'Ouest en guerre ouverte contre les vendéens et les chouans, les Girondins ne veulent surtout pas affaiblir la République. Si bien qu'ils taisent leurs différends pour faire front commun contre le royalisme. Ce silence n'empêche pas les sans-culottes et les Montagnards de dénoncer comme « fédéralistes » tous ces mécontents bordelais, normands, lyonnais, ou marseillais... au point de lancer des expéditions armées contre Lyon, Toulon et Marseille, tandis que Caen et Bordeaux font profil bas.

Le mal était fait. Les Girondins furent assimilés aux fédéralistes, confondus avec la Contre-Révolution, donnant l'impression que le Paris montagnard et sans-culotte avait sauvé la Révolution et donc la République et la France. Quelques mois plus tard, les mêmes sans-culottes perdaient le pouvoir et parfois leur tête, avant que les Girondins ne ressortent des prisons pour revenir à la Convention.

L'ultime renversement eut lieu en août 1794. Les Jacobins sont alors assimilés aux Montagnards et sont, avec Robespierre, rendus responsables de la Terreur. Tout trouve alors une cohérence autour de l'opposition Girondins/Jacobins, province/Paris, modération/violence, expliquant les conclusions de Lamartine et faisant définitivement oublier qu'il n'y eut jamais de lignes et de groupes clairement opposés l'un à l'autre, mais des arrangements liés aux circonstances et des alliances tactiques, et que tous les députés

jacobins, Girondins et Montagnards ne voulaient pas dépendre d'autres forces politiques et défendaient le territoire national.

L'éviction des Girondins du pouvoir central au moment où la guerre menaçait le pays et leur lien, même ténu, avec les tentatives de résistance à Paris à l'été 1793, les rangent durablement du côté de la Contre-Révolution. Le succès littéraire de Lamartine interdit de revenir en arrière. La complexité des rivalités est irrémédiablement perdue alors que de grandes figures animent nos Panthéons : d'un côté, les Girondins banquettent la veille de leur exécution et vont à la mort, sereins, de l'autre, les sans-culottes sanguinaires emboîtent le pas à Robespierre, révolutionnaire exalté et sacrificiel.

Inutile de penser que les cadres de pensée changeront. S'il reste seulement le sentiment que les faits sont un peu plus compliqués que l'image qu'on en a, la partie ne sera pas perdue.

Jean-Clément MARTIN

Professeur émérite Université Paris 1-Panthéon Sorbonne